



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 3

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour 2024

Document d'action « Capital humain et services sociaux de base dans le corridor strategique Abidjan- Ouagadougou»

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Capital humain et services sociaux de base dans le corridor strategique Abidjan-Ouagadougou Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62618 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui - TEI 1 – Inclusion pour la stabilité
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: Burkina Faso, régions du Centre, du Centre-Ouest, de la Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins et des Cascades
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021- 2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Domaine 2 du PIP Burkina Faso : Développement humain inclusif Objectif spécifique n°1 : L'accès à la Protection sociale au profit des populations est renforcé Objectif spécifique n°2 : L'accès aux services sociaux de base santé et éducation est amélioré
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Développement humain inclusif 160 Protection sociale 122 Santé 110 Education
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal ODD 1 Pas de pauvreté Autres ODD importants : ODD 3 Bonne santé et bien-être ; ODD 4 Éducation de qualité ; ODD 5 Inégalité entre les sexes ; ODD 10 Inégalités réduites ;
8. a) Code(s) CAD	Développement humain inclusif 160 - Infrastructures et services sociaux divers 16010- Protection sociale

	122 – Santé 12220 : Soins et services de santé de base 110 – Éducation 11220 : Education primaire 11320 : Education secondaire 11330 : Enseignement technique 11250 : Alimentation scolaire			
8. b) Principal canal d'acheminement	20000 Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile 13000 Gouvernement tiers (coopération déléguée) 41122 Organisations du système des Nations Unies 44001 Banque mondiale 940 ILO			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important
Transformation numérique @		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique		OUI <input checked="" type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>	

	gouvernance numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
	entrepreneuriat numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	compétences numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	/
	énergie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
transports	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
santé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé: 25 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 25 000 000 EUR La totalité de la contribution du budget de l'UE contribué à la TEI 1 – Inclusion pour la stabilité			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement¹	Gestion directe par : <ul style="list-style-type: none"> - subventions ; - marchés publics. Gestion indirecte avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3			

¹ Article 27 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1.2 Résumé de l'action

Cette intervention vise à renforcer l'investissement dans le capital humain et les services sociaux dans la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou, avec le renforcement des systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale. Il s'agira d'améliorer l'accès à la protection sociale et aux services sociaux de base pour les populations des régions ciblées que sont le Centre, la Boucle du Mouhoun, le Centre-Ouest, Hauts Bassins et les Cascades. Ces régions font partie de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou qui est la « ligne de vie » du Burkina Faso en matière d'échanges commerciaux et d'approvisionnement du pays. Cette zone, dans le contexte actuel de la crise sécuritaire que vit le pays, reste à la fois une zone potentielle de repli des populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées à l'intérieur du pays, le « grenier » du pays mais aussi un territoire dont il est primordial d'assurer la stabilité afin d'éviter le spill-over de violence djihadiste vers les pays côtiers.

Elle sera mise en œuvre selon une approche nexus intégrée humanitaire-développement-paix (nexus HDP) qui reposera sur une coordination stratégique entre les acteurs HDP. Les activités du programme chercheront à assurer la continuité et la durabilité des actions menées en urgence. Les expériences, leçons apprises et analyses de vulnérabilité de la communauté humanitaire contribueront à cibler les activités de l'action. L'expérience des États membres dans les zones ciblées sera également prise en compte.

La mise en œuvre de l'action va contribuer au Plan d'Action Genre III (GAP III) 2021-2025² visant le domaine d'engagement thématique « *Promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs* » et « *Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes* », plus particulièrement les sous-sections relative à l'égal accès des filles et des garçons à l'éducation, à l'égal accès des hommes et des femmes à la protection sociale et l'accès universel à la santé.

L'action, en renforçant l'accès à la protection sociale, à la santé et à l'éducation, dans une synergie à la fois territoriale et sur les bénéficiaires ciblés, est un paquet de résilience offert aux populations affectées par la crise et notamment dans les couches les plus vulnérables, particulièrement les personnes déplacées internes, les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, dans une dynamique d'inclusion partagée par toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre. Cette action est une contribution au renforcement du capital humain, principal socle de développement du pays.

L'Action est complémentaire et synergique avec des actions soutenues par d'autres instruments de l'UE, notamment ERASMUS+, et ceci construit avec les autres actions, une dynamique d'investissement en faveur des chaînes de valeurs économiques potentielles du pays.

L'UE participe aux efforts de coordination de la coopération avec le Burkina Faso en tant que membre de l'Alliance Sahel³, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche territoriale intégrée. Cette action est alignée avec les principes de l'Alliance Sahel et plus particulièrement avec le secteur prioritaire « décentralisation et services de base ».

1.3 Zone bénéficiaire de l'Action

L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso. Le Burkina Faso figure dans la « *Liste des bénéficiaires d'APD* » établie par le CAD.

² JOIN/2020/17 final

³ L'Alliance Sahel est une plateforme de coordination qui fédère l'action de 27 partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux : <https://www.alliance-sahel.org/>.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Depuis janvier 2022, le Burkina Faso a connu d'importants bouleversements avec deux coups d'État et une situation sécuritaire et humanitaire en dégradation continue. En effet, plus de la moitié du territoire échappe au contrôle du Gouvernement, notamment à l'est et au nord du pays, car dans les mains de groupes armés terroristes (GAT) ; plus de 2 millions de personnes (plus de 10 % de la population) sont des Personnes Déplacées Internes (PDI)⁴ tandis que 102 249 demandeurs d'asile ont fui dans les pays voisins⁵; 3.35 millions de Burkinabè sont en situation d'insécurité alimentaire sévère, dont 650,000 en risque de famine ; et le taux d'inflation pour les denrées alimentaires se situe à 23.4%. La plupart des localités au nord et à l'est du Burkina, encerclées par les GAT, ne sont accessibles que par hélicoptère ou des convois protégés par l'armée car systématiquement l'objet d'attaques meurtrières et/ou d'engins explosifs.

Les autorités de Transition ont adopté depuis octobre 2022 une rhétorique anti-impérialiste, endogeniste et panafricaine, ciblant principalement la France, ancienne puissance coloniale. Les choix stratégiques de la Transition ont ensuite rapidement opté pour une « diversification des partenariats » officialisant un rapprochement avec certains pays.

Le coup d'état au Niger en juillet 2023 a renforcé la logique d'une alliance des juntes militaires au pouvoir au Mali, Burkina Faso et Niger, avec, en première instance, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) et plus récemment avec la décision de ces trois pays de quitter la CEDEAO. Cet événement représente un nouveau défi pour préserver dans la région un système multilatéral fondé sur des règles permettant de promouvoir la paix et la sécurité et de défendre les droits de l'homme et le droit international. Suite à la tenue des « *assises nationales* » fin mai 2024 le possible retour à l'ordre constitutionnel s'est vu repoussé de cinq ans par rapport à l'engagement qui fut agréé avec la CEDEAO 2n 2022.

Le régime s'est durci au cours de l'année 2023, cherchant à contrôler davantage l'information liée de près ou de loin à la lutte contre le terrorisme, aux Forces de Défense et à l'action du gouvernement. L'année 2023 et le début 2024 ont aussi été marqués par des attaques terroristes et des allégations de plusieurs massacres imputés aux forces de sécurité, avec plusieurs centaines de victimes parmi la population civile.

Malgré le durcissement du discours politique, les contacts de l'UE avec l'administration publique, que ce soit au niveau ministériel ou technique, sont restés ouverts et constructifs. Les représentants de la société civile ont réitéré l'importance de l'engagement européen auprès des populations du Burkina Faso pendant la Transition.

En dépit de la situation sécuritaire dégradée, le Burkina Faso reste l'espace stratégique sur lequel il est encore possible d'agir pour lutter contre le débordement de la violence terroriste dans les pays côtiers du Golfe de Guinée. Alors que le Burkina est, pour l'année 2023, le deuxième pays au monde⁶ qui subit le plus de violences de type terroriste, et en 2024 le pays le plus affecté par le terrorisme (GTI), la « contagion » de la violence djihadiste au nord des pays du Golfe de Guinée affecte directement les intérêts de l'UE au niveau de la sécurité, la stabilité socio-économique et le contrôle de la migration⁷.

⁴ Les PDI sont estimés à 2.1 millions de personnes selon le CONASUR en mars 2023. Les organisations humanitaires basent leur programmation sur une fourchette entre 2.4 et 2.6 millions.

⁵ Source UNHCR

⁶ Seulement derrière le Nigéria (presque au même niveau malgré une population 10 fois moindre) avec 1473 d'incidents et 7174 tués au 10 novembre 2023 et deux fois plus que le Mali, classé en troisième (Sources ACLED).

⁷ *DG HOME Blueprint report on Tunisia December 2023* indique que 7 448 migrants originaires du Burkina Faso ont été enregistrés pour franchissement illégal de frontière pour la période janvier-septembre 2023, ce qui représente un bond de 2 300 % par rapport à la même période de 2022. Par ailleurs, le nombre de demandes d'asile de migrants Burkinabè dans l'UE a atteint 2 860 en 2023, +75 % ayant été déposées en Italie, représentant une hausse significative en comparaison avec les années précédentes.

La dégradation du contexte et le nombre croissant de déplacés internes (au 31 mars 2023, 2 062 534 Personnes Déplacées Internes, dont 47,25 % d'hommes, 52,75 % de femmes et 58,50% d'enfants), doivent être pris en compte pour apporter des réponses concrètes aussi bien en termes de création d'opportunités économiques mais aussi d'accès inclusif aux services de base tel que l'accès à l'eau et à une hygiène spécifique nécessaire aux femmes et filles. De même, une meilleure intégration des besoins des femmes et des filles aux services sociaux de base tels que la santé à travers la planification familiale et le droit à la santé sexuelle et reproductive est nécessaire.

La complexité des identités et des inégalités sociales comme la question de la discrimination intersectionnelle telle que la double discrimination à l'égard des femmes handicapées sont des phénomènes persistants et constituent un obstacle à bien des égards, comme l'accès à la santé et à l'emploi.

Dans le cadre de ce contexte complexe, la stratégie d'intervention proposée pour l'AAP 2024 vise à trouver un équilibre entre une approche politique reflétant les divergences avec le régime et la nécessité pour l'UE de défendre ses intérêts au Sahel. Cette approche contribuera à éviter l'effondrement du pays, tout en gardant, de par son action sur le terrain, une capacité pour influencer les événements, défendre ses valeurs et contenir l'importation du modèle malien au Burkina Faso.

En matière de protection sociale, la dégradation sécuritaire a de graves conséquences sur les conditions de vie de certaines populations des zones concernées et affecte leur accès aux services sociaux de base. Les structures nationales et déconcentrées responsables de l'appui aux populations vulnérables et les partenaires techniques et financiers élaborent actuellement une Stratégie nationale de protection sociale (SNPS) couvrant la période 2023-2027 afin de mettre en place un système de protection sociale efficace qui renforce la sécurité sociale et couvre les populations pauvres et vulnérables face à divers risques sociaux. Pour soutenir la mise en œuvre de la SNPS, le « Programme d'Autonomisation des Ménages Pauvres et Vulnérables (PAMPV) » a été développé pour accroître l'accès des ménages pauvres et vulnérables aux filets de sécurité sociale et soutenir leur inclusion économique afin de renforcer leur résilience aux chocs. Il vise à lutter contre l'extrême pauvreté, à promouvoir l'intégration financière et à renforcer la cohésion sociale. En 2022, un *Secrétariat Technique National du Registre Social Unique* a été créé pour améliorer la coordination des interventions de protection sociale, dans le but de développer un Registre Social Unifié (RSU) au Burkina Faso. Cet outil constitue un système de base de données permettant d'identifier, sur la base de variables socio-économiques, les ménages pauvres et vulnérables et les individus potentiellement éligibles aux différents programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté.

Dans le domaine de la santé, le contexte sécuritaire met à rude épreuve le fonctionnement du système nonobstant les efforts déployés par les acteurs sur le terrain. L'accès, l'offre et la continuité des soins restent des défis à relever au niveau national particulièrement dans les zones à hauts défis sécuritaires. On assiste à des déplacements internes importants de population, des niveaux de morbi-mortalité et de malnutrition toujours élevés chez les enfants de zéro à cinq ans, un taux de fécondité élevé chez les femmes et les adolescences, une forte mortalité maternelle et une faible capacité de réponse aux situations d'urgences sanitaires.

Le système éducatif burkinabé subit de plein fouet les effets de la crise sécuritaire, malgré les efforts du gouvernement et de ses partenaires qui opérationnalisent une stratégie nationale d'appui à l'éducation en situation d'urgence, en sus des défis d'accès, de qualité du système éducatif lui-même. En effet, l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous les enfants dans le pays et répondant aux besoins d'emplois reste un défi majeur. Pour y répondre, l'amélioration de l'accès, la diversification de l'offre éducative, et le renforcement de l'enseignement technique et professionnel restent des leviers fondamentaux sur lesquels il faudrait agir pour rendre l'éducation plus attractive et accessible pour les enfants, avec le fondement de ne laisser aucun enfant hors du système éducatif, et d'optimiser des passerelles entre l'éducation et l'emploi notamment pour les enfants hors école. La formation professionnelle demeure également très généraliste, et inadaptée aux besoins du marché de l'emploi. Ce système éducatif forme une jeunesse dont très peu parviennent à accéder à un emploi à la dimension de

leur cursus quand ils ne sont pas simplement exclus avant terme. Le système éducatif requiert une véritable approche systémique (éducation-formation-insertion-emploi) pour répondre à ces défis.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

S'agissant de la protection sociale, l'actuelle politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) est arrivée à terme en 2022, et une stratégie nationale de protection sociale (2023-2027) en cours d'élaboration, viendra remplacer la PNPS. Cette stratégie s'inscrira dans la politique *Travail, Emploi et Protection Sociale (TEPS)* qui prévoit notamment de garantir la protection sociale pour tous, de réduire les inégalités sociales et de genre et de promouvoir la femme comme acteur dynamique du développement. Malgré la suspension des transferts monétaires (cash) par les autorités, on constate toujours une dynamique forte appuyée par les principaux partenaires techniques et financiers, que sont les Nations Unies et les ONG, les agences des Etats Membres, la Banque Mondiale, afin que les mécanismes de protection sociale nationaux puissent être davantage « adaptatifs » et capables de répondre aux multiples aléas auxquels est confrontée la population burkinabé (crise alimentaire, impacts du changement climatique, déplacements forcés du fait de l'insécurité...). Dans cette dynamique, fort est de reconnaître que la mise en œuvre du Registre social unique (RSU) demeure pertinent car il constitue une base de données des ménages et personnes pauvres, et d'autres secteurs comme l'éducation, la santé, l'inclusion économique, etc. peuvent l'utiliser pour les besoins de ciblage, y compris si les personnes ont été déplacées.

Sur le plan sanitaire, la problématique de l'accès aux soins de qualité demeure, en dépit de la diminution du nombre de formations sanitaires fermées comparativement à l'année 2022. A la date du 31 décembre 2023, 402 centres de santé (19%) étaient toujours fermés et 374 (17.7%) fonctionnaient à minima. La faible capacité de résilience du système de santé a entraîné une réduction de l'accès et de l'offre de soins de santé de qualité à la population. Les principaux défis sanitaires à relever dans le contexte actuel sont : (i) le renforcement des performances et de la résilience du système de santé pour réagir promptement et efficacement aux besoins de la population (y compris en ce qui concerne les droits et services de santé sexuelle et reproductive) (ii) l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants, (iii) la restauration de la permanence des services et la continuité des soins dans les formations sanitaires, (iv) le renforcement de la gouvernance dans le secteur de la santé (veille communautaire, collaboration des acteurs), (v) la réduction des inégalités et des disparités de genre dans les besoins, (vi) l'accès aux soins de santé y compris la santé mentale et la réduction des maladies climato-dépendantes .

En termes d'éducation, en mars 2024, environ 20.15 % des établissements d'enseignements du pays sont fermés (5319), affectant plus de 818 149 élèves et 24 281 enseignants. En 2024, les efforts de sécurisation ont permis la réouverture de certains établissements faisant passer leur nombre à 1304 en mars 2024. On dénombre encore en mars 2024, 440 945 élèves déplacés internes sur l'ensemble du territoire. Les problèmes de l'éducation sont multiples et concernent principalement la faiblesse de l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous, se traduisant par le manque, l'insuffisance, et/ou la mauvaise qualité des infrastructures éducatives, leur inadéquation notamment pour l'enseignement technique, la grande déperdition scolaire, la qualité de l'enseignement et de son adéquation, la qualité de la formation des personnels de l'éducation, le faible maintien des enfants à l'école, et particulièrement des filles et des plus groupes en situation de vulnérabilité (faute de mécanismes de soutiens ciblés comme les cantines scolaires ou l'octroi de bourses). Les efforts conjugués du gouvernement et des partenaires pour assurer la continuité éducative se sont matérialisés dans le Nexus et ont permis pour l'année 2023 par exemple la réinscription de 67341 élèves déplacés internes dont 36049 filles. (Source : Rapport de performance du Plan stratégique de Développement de l'Éducation de Base et de l'Enseignement secondaire (PSDEBS) 2021-2025).

L'offre de l'Éducation et la Formation Technico Professionnelle (EFTP) formelle est très faible⁸ car le système éducatif national met plutôt l'accent sur l'enseignement général. La qualité de l'EFTP est peu adaptée aux besoins du marché du travail et le secteur privé (entreprises, acteurs des chaînes de valeur) est peu impliqué aussi bien dans la définition des besoins de formation que dans l'offre de stages pratiques. Conscient de la situation, le gouvernement a traduit sa volonté de développer l'EFTP en créant dans les régions des établissements techniques, mais dont la fonctionnalité reste fortement mitigée en raison de l'absence d'infrastructures et d'équipements appropriés notamment pour les ateliers.

Les jeunes représentent non seulement une grande partie de la population du pays (32,6%), mais ils sont également, avec les femmes, les PDI et les personnes en situation de handicap, parmi les groupes les plus vulnérables dans le pays.

Les femmes sont prises en compte dans les politiques de gratuité des soins maternels et de planification familiale. Néanmoins, 54% d'elles ne prennent pas elles même les décisions relatives à leur **santé** à cause des pesanteurs socio-culturelles, de leur manque de ressources et de leur plus faible niveau éducatif. La santé physique et psychologique des femmes est également affectée par la prévalence de violences basées sur le genre, y inclus les pratiques traditionnelles néfastes (mutilations génitales féminines, mariages précoces, exclusions suite à une fistule obstétricale). En matière **d'éducation**, les inégalités de genre se creusent notamment à partir du niveau secondaire où beaucoup de filles sortent du système scolaire (67% de filles fréquentent le primaire contre 26% de filles au secondaire) en raison des mariages ou grossesses précoces. Les déplacements forcés contribuent à un retrait des enfants de l'école et notamment les filles qui sont parfois données en mariage précoce ou qui travaillent pour subvenir aux besoins de la famille. Les filles sont également peu présentes dans les filières techniques et ne comptent que pour un tiers des effectifs des EFTP.

En matière de **protection sociale**, les leçons apprises montrent que le programmes ciblant les femmes contribuent mieux à l'amélioration des conditions de vie de tous les membres du foyer (nutrition, santé, éducation).

L'augmentation du nombre de **Personnes Déplacées Internes (PDI)** dans les villes secondaires accroît la pression sur les services sociaux de base et les risques de conflits avec les communautés hôtes. Cette action vise ainsi à améliorer l'accès aux services sociaux de bases pour les PDI mais aussi pour les communautés hôtes, et ainsi soulager le système, améliorer la qualité de l'offre et réduire les tensions intercommunautaires.

Selon la Contribution prévue déterminée du Burkina Faso (2021), les **risques climatiques** projetés montrent que la variabilité et les changements climatiques auront des répercussions négatives significatives et certaines sur les secteurs socio-économiques clés du développement, tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation des produits forestiers. Dans ce contexte de vulnérabilité climatique, l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) du pays pourrait être fortement compromise, avec une incidence sur les inégalités de genre, en raison de l'économie nationale qui repose principalement sur le secteur primaire.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les **bénéficiaires finaux** seront les communautés, les citoyens et les citoyennes burkinabè avec une attention particulière à l'égard des femmes, des jeunes, des personnes déplacées internes, des réfugiés des pays voisins, de leurs populations hôtes, des personnes retournées, des personnes en situation de handicap et des ménages et personnes les plus vulnérables et les plus affectées par la crise.

Les **groupes cibles** seront les organisations de la société civile burkinabè (OSC); les mouvements de jeunesse, de femmes et de personnes en situation de vulnérabilité; les leaders traditionnels et religieux,

⁸ L'enseignement technique et professionnel ne concerne que 4,9 % de l'effectif total du post-primaire et secondaire. 35,2% de l'effectif de l'EFTP sont des filles. (Source Rapport de performance du PSDEBS 2023)

les organisations professionnelles; les responsables des collectivités territoriales et locales et les directions régionales et provinciales des Ministères techniques concernés (titulaires des obligations).⁹

La société civile est au cœur de la mise en œuvre de toutes les actions dans ce DA (protection sociale, santé et éducation) au niveau local comme central. Elle est principale actrice auprès des bénéficiaires et œuvre à garantir un travail inclusif pour l'accès aux services sociaux, notamment pour les groupes à forte vulnérabilité.

⁹ Ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la famille (MSAHRNGF); Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN), le Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale (MFPTPS) ; le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité (MATDS) ; le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (MARAH) ; le Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi (MSJE) ; le Ministère du développement industriel, du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises (MDICAPME) ; le Ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement (MEEEA) ; le Ministère de la santé et de l'hygiène publique (MSHP) ; le Ministère de l'urbanisme, des affaires foncières et de l'habitat (MUAFH).

3 DESCRIPTION DE L’ACTION

3.1 Objectifs et produits

L’**objectif général** de cette action est de contribuer à renforcer la résilience des populations dont prioritairement les personnes en situation de vulnérabilité (personnes déplacées internes, femmes, jeunes, personnes en situation de handicap etc.) des régions du Centre, du Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins, et des Cascades du Burkina Faso, zone d’influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou.

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont :

- **OS 1 Protection sociale** : l’accès à la protection sociale pour les populations les plus vulnérables, avec une attention particulière aux déplacés internes, aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap, est amélioré.
- **OS 2 Accès aux services sociaux de base** : l’accès aux services sociaux de base (santé, éducation) pour les populations les plus vulnérables, avec une attention particulière aux déplacés internes, aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap, est renforcé.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

1. Contribuant à la réalisation 1 (ou à l’objectif spécifique 1, Protection sociale) :

P.1.1 Les mécanismes de protection sociale sont renforcés et coordonnés, tout particulièrement au niveau local.

P.1.2 L’inclusion économique des populations les plus vulnérables est renforcée tout particulièrement pour les femmes, les jeunes, les personnes déplacées internes et les personnes en situations de handicap.

2. Contribuant à la réalisation 2 (ou à l’objectif spécifique 2, Santé et éducation) :

P.2.1 Les capacités opérationnelles et humaines des structures de santé sont renforcées dans les zones les plus impactées par la crise sécuritaire.

P.2.2 L’accès et l’utilisation des services de santé communautaire prenant particulièrement en compte les groupes en situation de vulnérabilité (PDI, personnes en situation, de handicap, les femmes, les jeunes) sont renforcés.

P.2.3 L’offre et la capacité d’accueil des centres scolaires de base et d’enseignement technique et professionnelle est renforcée dans la zone du programme pour les élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes, avec une attention particulière aux filles et aux élèves en situation de handicap.

P.2.4 Les services d’accompagnement scolaires (cantine scolaires, gouvernance des communautés éducatives) sont améliorés.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit P1.1

Renforcement des mécanismes de protection sociale (protection sociale): déploiement du Registre Social Unique (RSU) dans les provinces les plus pauvres de la zone d’influence du corridor Abidjan

Ouagadougou ; soutien à la collecte de donnée pour améliorer la réponse aux chocs et notamment à la soudure ; soutien au développement de mécanismes de protection sociale contributifs pour le secteur formel et informel ; mesures d’accompagnement telles que sensibilisation sur les droits (notamment des femmes, des PDIs et des enfants) ; faciliter la coordination des autorités responsables de la protection sociale au niveau local.

Activités liées au produit P1.2

Inclusion économique des plus vulnérables (protection sociale): renforcement des capacités des services sociaux de base ; création d'activités génératrices de revenus (AGR) ou d'activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour les plus vulnérables dont les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap facilitant l'accès aux mécanismes de crédit; structuration de groupements ; distribution d'intrants et d'équipements ; formations et coaching ; mesures d'accompagnement du développement du capital humain.

Activités liées au produit P.2.1

Les capacités opérationnelles et humaines des structures de santé sont renforcées dans les zones les plus impactées par la crise sécuritaire (santé): réhabilitation des centres de santé, en tenant compte des risques climatiques et de la gestion adéquate des déchets biomédicaux, ; renforcement des capacités opérationnelles des structures de santé à différents niveaux, notamment les équipements , les ressources humaines, la gestion intégrée des systèmes de référencement et du système d'information sanitaire; renforcement des services de santé sexuelle et reproductive et des produits contraceptifs ; renforcement de la prise en charge médicale des VBG.

Activités liées au produit P.2.2

L'accès et l'utilisation des services de santé communautaire prenant particulièrement en compte les groupes en situation de vulnérabilité (PDI, personnes en situation de handicap, les femmes, les jeunes) sont renforcés (santé): renforcement des postes de santé avancés (PSA) et postes de santé communautaires; renforcement des équipements/matériels des acteurs communautaires ; formation des acteurs de la santé communautaire, avec un paquet d'offre de santé définis ; renforcement de la gouvernance via la veille communautaire ; renforcement de la résilience du système de santé face aux urgences sécuritaires, sanitaires et climatiques; renforcement la digitalisation du système d'information sanitaire.

Activités liées au produit P.2.3

L'offre et la capacité d'accueil des centres scolaires de base et d'enseignement technique et professionnelle est renforcée dans la zone du programme pour les élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes, avec une attention particulière aux filles et aux élèves en situation de handicap (éducation): réalisation/réhabilitation d'infrastructures complémentaires dans les établissements d'enseignement techniques et les centres d'éducation de base; équipements d'établissements d'enseignement technique, et de centres d'éducation de base en garantissant de limiter les risques climatiques pour les infrastructures; renforcement des alternatives éducatives pour les enfants hors écoles.

Activités liées au produit P.2.4

Les services d'accompagnement scolaires (cantine scolaires, gouvernance des communautés éducatives) sont améliorés: coordination des activités de renforcement de l'éducation ; renforcement des capacités des acteurs de l'éducation notamment enseignement technique professionnel ; suivi des activités par les structures déconcentrées en charge ; alimentation scolaire ; renforcement des capacités des enseignants au niveau de l'EFTP, renforcement des structures locales en charge de l'éducation dont les collectivités territoriales ; renforcement de la gouvernance locale du secteur éducation via la veille communautaire; renforcement des thématiques spécifiques, santé, hygiène, eau potable et assainissement, approche safe school, etc dans des conditions prenant en compte les filles, les femmes, les personnes en situation de handicap.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'évaluation préliminaire des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que **catégorie C** (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). L'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques des agences de notation a conclu que cette action était « risque faible » ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). Le pays est très vulnérable aux effets du changement climatique (baisse et mauvaise répartition pluviométrique, sécheresses et inondations). L'action contribuera à renforcer les pratiques de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique, déjà en cours dans le cadre de la grande muraille verte au niveau du pays.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux marqueurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur l'égalité entre les hommes et les femmes identifiés au point 1.1, cette action porte la mention **G1**. Cela implique l'inclusion d'une perspective du genre dans toutes les activités du programme. Au-delà de l'inclusion des femmes, l'action veillera à analyser dans chaque secteur les dynamiques de genre, les rapports de pouvoir, les conditions d'accès et les besoins différenciés entre les hommes et les femmes, afin de concevoir des activités qui exploitent les opportunités et adressent les blocages. Les actions seront alignées sur les priorités du GAP III relatives à la promotion des droits à l'éducation, à la santé générale, à la santé sexuelle et reproductive, à l'autonomisation sociale et économique des femmes, et l'élimination des violences de genre. Enfin, les systèmes de suivi & évaluation du programme et ceux des partenaires de mise en œuvre seront élaborés de manière à pouvoir faire ressortir les impacts sur les différents groupes cibles (hommes, femmes, jeunes, etc.).

Droits de l'homme

L'action intègre l'approche basée sur les droits humains qui a pour objectif de renforcer les capacités des détenteurs d'obligations à assumer leurs responsabilités et encourage les détenteurs de droits à les faire respecter. Le respect des droits humains s'avère plus critique dans un contexte d'insécurité car les vulnérabilités sont exacerbées, notamment pour les PDI, ce qui les rend plus fragiles aux risques des violences et d'abus. L'action va respecter les cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE sur l'invalidité/handicap mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cependant, des activités économiques créatrices d'emploi et de résilience vont cibler les populations les plus vulnérables y inclus les personnes situation de handicap qui pourront bénéficier d'un appui direct (cible de 5 % des bénéficiaires). Dans l'accès à la protection sociale et aux services de santé et d'éducation, les personnes en situation de handicap, notamment les femmes et les jeunes bénéficieront d'une attention particulière conformément aux dispositions prévues dans les politiques sectorielles spécifiques.

Réduction des inégalités

Au regard du marqueur des inégalités (I-Marqueur), cette action porte la mention I-2. L'action repose sur l'analyse multidimensionnelle des inégalités, en matière d'accès à l'éducation, santé et d'eau, réalisée dans le cadre de la Facilité de Recherche sur les inégalités¹⁰. La présente action vise à renforcer les services de bases tels que l'éducation, la santé et la protection sociale. Les actions d'éducation permettront de maintenir à l'école la frange d'élève la plus vulnérable à risque de déscolarisation, les actions de santé se focaliseront sur l'amélioration des services de santé communautaires, au plus proche des populations vulnérables, et les actions de protection sociale viseront à sortir les personnes les plus vulnérables de l'extrême pauvreté et de réduire la vulnérabilité aux chocs. En cela, l'action aura pour principal effet de réduire la vulnérabilité et donc les inégalités socio-économiques.

Démocratie

La prise en compte des questions transversales et des considérations relatives à la bonne gouvernance sont assurées par : (i) l'implication systématique des différents acteurs dans des processus transparents de décision, d'examen de la faisabilité et dans la mise en œuvre des actions à tous les niveaux ; (ii) les objectifs de bonne gouvernance de l'UE ; (iii) l'application des principes de genre et d'intégration des jeunes et des personnes vulnérables (y inclus les PDI), et (iv) l'intégration des stratégies/actions dans le cadre global de la bonne gouvernance. L'action s'alignera avec la feuille de route société civile 2021-2024 car celle-ci joue son rôle de prévention de la crise et promotion de la paix et la cohésion sociale.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action bénéficiera d'un dialogue politique qui accompagnera la mise en œuvre des actions et qui permettra de suivre l'implémentation du nexus Paix-Sécurité-Développement. L'action recherchera des synergies entre les acteurs humanitaires et le développement afin de s'attaquer aux causes profondes de la crise qui menacent la stabilité, la cohésion sociale et le développement inclusif.. Au-delà des aspects sécuritaires, l'action devrait permettre d'agir rapidement au profit des populations les plus vulnérables souffrant de l'instabilité, en accompagnant le redéploiement de l'État et des services sociaux de base, sur un nombre limité des communes identifiées comme prioritaires. Les déplacés / réfugiés et les populations hôtes vulnérables seront particulièrement visés en termes d'intégration et d'accès aux activités économiques. L'action va également promouvoir le renforcement de la cohésion sociale et contribuer à la réduction des conflits.

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribue à la stabilisation des populations vulnérables, déplacées internes et populations hôtes.

Autres considérations, le cas échéant

L'action tient compte de la situation de fragilité et de volatilité du Burkina Faso et des régions visées.

3.4 Risques et enseignements tires

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Persistance / aggravation de l'insécurité dans les zones d'intervention	Élevée	Élevé	Renforcement du dispositif sécuritaire autour des zones d'intervention et introduction d'une flexibilité

¹⁰ États des lieux des inégalités multidimensionnelles au Burkina Faso, UE- AFD Facilité de Recherche sur les Inégalités, Avril 2020.

	empêchant la mise en œuvre des activités ou affectant les produits de la mise en œuvre			permettant de changer, si nécessaire, certaines localités
Environnement externe	Instabilité et tensions politiques autour de la prolongation puis de la sortie de Transition, impactant la mise en œuvre des activités	Élevée	Moyen	Travail avec des opérateurs non-étatiques, dialogue continu avec les autorités en charge
Planification, processus, systèmes	Retrait des partenaires de mise en œuvre pressentis / choisis (pour raisons politiques ou d'insécurité, voir ci-dessus)	Faible	Moyen	Concertations régulières avec les acteurs présents pour développer une capacité d'anticipation et identification d'opérateurs alternatifs le cas échéant
Communication et information	Perception d'ingérence et de favoritisme liée au choix d'intervenir au profit direct des populations, uniquement sur certaines zones du territoire national	Moyen	Élevé	Préparation et déploiement des activités en coordination étroite et en toute transparence avec les autorités centrales et locales et communication externe sensible au contexte national.
Environnement externe	Difficultés macro-économiques consécutives à la sortie de la CEDEAO qui pourraient réduire l'impact positif des activités devenues insuffisantes pour faire face à la situation	Moyen	Faible	Concertations régulières avec les autres partenaires du pays et dialogue politique et de politiques avec les autorités pour anticiper et prévenir ce type de risques. Accompagnement du dialogue régional

Environnement externe	Occurrence d'événements extrêmes	Moyen	Moyen	Existence de systèmes d'alerte précoce et la coordination avec les acteurs humanitaires
-----------------------	----------------------------------	-------	-------	---

Enseignements tirés:

Dans le cadre de la **protection sociale**, les programmes en cours ont démontré que dans des zones à forte insécurité et déplacements de populations une approche multisectorielle et flexible géographiquement est clef pour s'adapter et répondre aux besoins des populations, surtout les plus vulnérables, dans une optique de Nexus.

Dans le domaine de la **santé** au niveau global, le Burkina bénéficie des initiatives globales auxquelles contribue l'UE : Fonds Mondial de lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH, l'Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation (GAVI), le Global Financing Facility (GFF), le Partenariat pour la Couverture Santé Universelle (opérationnalisé par l'OMS), ainsi que celui de UNFPA supplies en ce qui concerne la SSR. Le programme d'appui au secteur de la santé a permis principalement d'accompagner le gouvernement pour la gratuité des soins en faveur des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de 0-5 ans et d'améliorer la gouvernance à travers une veille communautaire. Par ailleurs, le programme *Population* a soutenu l'accès à la santé sexuelle et reproductive pour les groupes cibles les plus vulnérables (jeunes et femmes).

Dans le domaine de l'**éducation** au Burkina Faso, le financement du *Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME)* appuie la mise en œuvre de la politique nationale de l'éducation depuis 2010. Depuis 2021, en raison de la modification du contexte politique, la plupart des partenaires ont fait l'option de la mise en œuvre directe de projets en soutien à l'éducation en situation d'urgence, avec une volonté déterminée pour le nexus humanitaire développement et paix pour assurer à la fois la continuité éducative et renforcer le système éducatif du pays. Avec la double crise sanitaire et sécuritaire, le pays a également bénéficié du financement de Education Cannot Wait (ECW) pour la période 2021-2025 d'un programme qui contribue à la résilience du système éducatif en soutenant la scolarisation des enfants dans des espaces sécurisés, le renforcement des capacités des enseignants, la fourniture de matériels didactiques (manuels et fournitures) etc. La Commission au Burkina Faso, et les autres partenaires actifs dans l'urgence humanitaire travaillent à apporter des réponses aux besoins et particulièrement dans l'éducation, avec l'appui du cluster éducation actif depuis le début de la crise et le secrétariat technique à l'Éducation en Situation d'Urgence (ESU), et cela facilite ainsi les conditions d'un déploiement d'actions de nexus dans le secteur.

Tous ces programmes démontrent qu'un engagement adapté aux réalités nationales est nécessaire pour contribuer efficacement au renforcement de la résilience du système éducatif et cette action s'investira à améliorer l'offre, les capacités d'accueil, la qualité de l'enseignement, notamment pour les établissements d'enseignement technique, l'alimentation scolaire pour le maintien des enfants dans les écoles et particulièrement les filles.

3.5 Logique d'intervention

Le programme ciblera géographiquement les régions du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou qui est un axe de vie essentiel pour le pays au niveau interne, mais aussi un corridor d'échanges pour l'approvisionnement du pays. C'est une zone stratégique pour le maintien de la stabilité face aux débordements sécuritaires auxquels le pays est confronté.

La zone d'intervention sera donc celle des régions du Centre, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest, des Hauts Bassins et des Cascades ; Ouagadougou - Koudougou – Dédougou – Bobo Dioulasso, Banfora étant ainsi des villes secondaires stratégiques sur lesquelles reposera la mise en œuvre des actions.

L'intervention est une contribution à une approche territoriale intégrée, flexible, en mobilisant des partenaires ayant la capacité de fournir un appui direct et concret aux populations vivant dans les situations les plus vulnérables tout en se coordonnant étroitement et en impliquant les autorités et les parties prenantes locales dans la mise en œuvre des activités. Cette intervention consolidera les actions antérieures menées dans les différents secteurs sociaux par l'Union européenne et ses partenaires.

L'action sera mise en œuvre principalement par des agences des États membres, dans une approche Équipe Europe, ou par des ONGs et organisations internationales (agences du système des Nations Unies, Banque mondiale, etc).

Le programme intégrera de manière importante une dimension « Nexus HDP » - travaillant dans une zone qui constitue le grenier du pays et visant à inclure les Personnes Déplacées Internes (PDI) et autres personnes vulnérables (car les conséquences du conflit prolongé sont plus larges que les PDIs), notamment en répondant aux besoins des personnes ayant dû effectuer des déplacements secondaires sur la zone d'intervention de l'AAP 2024.

L'action contribuera à (i) endiguer l'expansion de l'insécurité vers les pays côtiers et à renforcer la cohabitation pacifique entre populations déplacées et populations d'accueil ; et (ii) à **renforcer l'image de l'UE** au travers d'une action visible et tangible pour les citoyens, dans un contexte de désinformation croissant tout en renforçant l'image de l'UE comme un acteur toujours engagé auprès du Burkina Faso.

Des synergies et complémentarités seront établies avec les différents programmes bilatéraux et régionaux qui interviennent dans le pays dans la logique de l'approche territoriale et du Nexus. En particulier i) avec les actions à lancer « Renforcement des chaînes de valeurs agricoles et vertes » et « Investissements pour le développement de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou – villes secondaires » ; ii) les actions en cours de mise en œuvre « *Programme d'appui au développement humain et aux services sociaux de base dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB)* » et « *Résilience économique et système agro-alimentaire dans le « triangle » Ouagadougou- Koudougou-Dédougou-Bobo-Dioulasso (triangle OKDB)* » ; iii) le programme transfrontalier (MIP Régional) « SKBoWA », couvrant le Sud Mali, Sud-ouest du Burkina Faso, Nord Côte d'Ivoire et Nord Ghana.

L'intervention contribuera significativement à l'initiative Équipe Europe Initiative TEI 1 « Inclusion pour la stabilité », et la mise en œuvre sera coordonnée avec les actions des États membres de l'UE présents au Burkina Faso et leurs agences d'exécution. Cette approche renforcera l'impact et la visibilité des actions menées sous une approche Équipe Europe au Burkina Faso. Cette action contribuera également à la mise en œuvre du plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre hommes et femmes (GAP III).

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin. Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).

- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à renforcer la résilience des populations dont prioritairement les personnes en situation de vulnérabilité (personnes déplacées internes, femmes, jeunes, des personnes en situation de handicap) des régions du Centre, du Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins, et des Cascades du Burkina Faso, zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou	IOG1. Incidence de la pauvreté dans les provinces/communes d'intervention.* IOG2. Taux de mortalité maternelle et infantile (0 à 5 ans) IOG3 Taux brut de scolarisation au secondaire au niveau national* (désagrégué par sexe et statut migratoire)	1 à définir 2 à définir	1 2	1 2	<i>Non applicable</i>
Réalisation 1	OS 1 L'accès à la protection sociale pour les populations les plus vulnérables, avec une attention particulière aux déplacés internes, aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap, a été amélioré	OS1.1. Nombre de migrants, de réfugiés, et de personnes déplacées de force ou autres individus dans les communautés hôtes, protégés, ou aidés avec le soutien de l'UE* (GERF2.21) OS1.2. Nombre de ménages/personnes couverts par au minimum une mesure de protection sociale grâce au soutien de l'UE (ventilé par sexe, personnes en	1.1 à définir 1.2 à définir	1.1 1.2	1.1 1.2	

		<p>situation de handicap, si et quand possible)*</p> <p>OS 1.3. Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupe de population (enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, ventilés si et quand possible) (ODD 1.3.1) (GAP III Indicateurs de résultats thématiques clés).</p>				
Réalisation 2	<p>OS 2 L'accès aux services sociaux de base (santé, éducation) pour les populations les plus vulnérables, avec une attention particulière aux déplacés internes, aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap, a été renforcé</p>	<p>OS2.1. Nombre de femmes en âge de procréer utilisant des méthodes modernes de contraception avec le soutien de l'UE * (GERF 2.34) (GAP III)</p> <p>OS2.2. Nombre de consultations par habitant et par an dans les structures de santé bénéficiant l'appui de l'UE*</p> <p>OS.2.3. Nombre d'établissements techniques soutenus dans le cadre de l'action.</p> <p>OS.2.4 Nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement avec soutien de l'UE: a) l'enseignement primaire, b) l'enseignement secondaire (ventilé par sexe, personnes en situation de handicap, si et quand possible) (GERF 2.36) (GAP III)</p> <p>OS 2.5 Mesure dans laquelle la fourniture de services et d'infrastructures de soins et l'existence de politiques de protection sociale permettent une répartition égale des soins et des travaux domestiques entre les hommes et les femmes (GAP III Indicateurs de résultats thématiques clés)</p>	<p>2.1 à définir</p> <p>2.2 à définir</p>	<p>2.1</p> <p>2.2</p>	<p>2.1 Enquête de départ dans les zones d'action</p> <p>Rapports de mise en œuvre, annuaires statistiques du ministère de la Santé</p> <p>2.2</p>	<p>Contexte politique stable</p> <p>Accessibilité des zones d'intervention</p> <p>Présence effective et disponibilité du personnel de santé</p>
Produit 1.1 lié à la réalisation 1	<p>1.1 Les mécanismes de protection sociales sont renforcés et coordonnés, tout particulièrement au niveau local.</p>	<p>1.1.1 Nombre de regions couvertes par le RSU</p>	<p>1.1.1 2 Une région</p> <p>1.1.2 à définir</p>	<p>1.1.1 Toutes les regions du corridor</p> <p>1.1.2 à définir</p>	<p>1.1.1</p> <p>1.1.2</p>	<p>Contexte politique stable</p>

		1.1.2 Nombre de mécanismes de protection sociale pour le secteur informel soutenus (ventilé par sexe, personnes en situation de handicap, si et quand possible)				Accessibilité des zones d'intervention Présence effective et disponibilité du personnel responsable localement
Produit 1.2 lié à la réalisation 1	1.2 L'inclusion économique des populations les plus vulnérables est renforcée tout particulièrement pour les femmes, les jeunes, les personnes déplacées internes et les personnes en situations de handicap .	1.2.1 Nombre de personnes bénéficiant d'AGR (femmes, age, personnes en situation de handicap) 1.2.2 Nombre de ménage ayant accès au credit (groupements)	1.2.1 à définir 1.2.2 à définir	1.2.1 1.2.2	1.2.1 1.2.2	Contexte politique stable Accessibilité des zones d'intervention
Produit 2.1 lié à la réalisation 2	2.1 Les capacités opérationnelles et humaines des structures de santé sont renforcées dans les zones les plus impactés par la crise sécuritaire.	2.1.1 Nombre de formations sanitaires réhabilités et fonctionnelles, avec l'appui de l'UE 2.1.2 Proportion des populations affectées bénéficiant d'une prise en charge sanitaire avec l'appui de l'UE (ventilé par sexe, personnes en situation de handicap, age, si et quand possible)*	2.1.2 à définir	2.1.1 2.1.2	2.1 Enquête de départ dans les zones d'action Rapports de mise en œuvre, annuaires statistiques du ministère de la Santé	Contexte politique stable Accessibilité des zones d'intervention Présence effective et disponibilité du personnel de santé
Produit 2.2 lié à la réalisation 2	2.2 L'accès et l'utilisation des services de santé communautaire prenant particulièrement en compte les groupes en situation de vulnérabilité (PDI, personnes en situation, de handicap, les femmes, les jeunes) sont renforcés	2.2.1 Nombre de PDI ayant bénéficié de soins de santé communautaire avec l'appui de l'UE (ventilé par sexe, age, personnes en situation de handicap si et quand possible) 2.2.2 Nombre de villages, bénéficiant d'un paquet de services essentiels à base communautaire avec l'appui de l'UE	2.2.1 à définir 2.2.2 à définir	2.2.1 2.2.2	2.2.1 2.2.2	
Produit 2.3 lié à la réalisation 2	2.3 L'offre et la capacité d'accueil des centres scolaires de base et d'enseignement technique et professionnelle est renforcée dans la zone du programme pour les élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes, avec une attention	2.3.1 Nombre d'infrastructures éducatives (salles de classes, ateliers techniques) réhabilitées et/ou construites, équipées et fonctionnelles avec l'appui de l'UE.	2.3.1 A définir 2.3.2 A définir	A definir	Enquête de départ dans les zones d'action Annuaire statistique et rapport de mise	Contexte politique stable Accessibilité des zones d'intervention

	particulière aux filles et aux élèves en situation de handicap	2.3.2 Nombre d'établissements d'enseignement technique équipés et fonctionnels avec l'appui du programme			en œuvre du PSDEDEBS	
Produit 2.4 lié à la réalisation 2	2.4 Les services d'accompagnement scolaires (cantine scolaires, gouvernance des communautés éducatives) sont améliorés	<p>Nombre d'écoles / centres disposant d'une cantine scolaire fonctionnelle avec l'appui de l'UE.</p> <p>Nombres de sessions de coordination des acteurs de l'éducation au niveau local.</p> <p>Nombre d'élèves bénéficiant de repas scolaires (désagrégué par sexe, EDI, élèves en situation de handicap)</p>	A définir	A définir	<p>Enquête de départ dans les zones d'action</p> <p>Annuaire statistique et rapport de mise en œuvre du PSDEDEBS</p>	<p>Contexte politique stable</p> <p>Accessibilité des zones d'intervention</p>

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹¹.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la (des) subvention(s)

Une partie de cette action sera mise en œuvre au travers de contrats de subvention en gestion directe avec des entités, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

Cela concerne notamment une partie des activités liées aux produits P.1.1 Renforcement mécanismes de protection sociale, P.1.2 Inclusion économique des plus vulnérables, P.2.1 Renforcement des structures de santé, P.2.2 Accompagnement des acteurs de la santé, P.2.3 Offre d'éducation et capacité d'accueil, P.2.4 Services d'accompagnement scolaire et gouvernance scolaire.

b) Type de demandeurs visés

¹¹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales et/ou organisations internationales, disposant d'expérience dans les thématiques des différents produits, en particulier dans les zones d'intervention.

(c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays, notamment dans les zones d'intervention (Centre, Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Boucle du Mouhoun, et Cascades) ;
- Expérience préalable avec les acteurs locaux : ONGs locales, OSC, services techniques déconcentrés, communes, etc ;
- Expérience confirmée dans la mise en oeuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

Le recours à cette procédure est dû à l'impact que la situation sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis à la section 4.4.4.

4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Un marché sera lancé pour une assistance technique qui fournira des activités d'appui conseil et de suivi du projet. Le contrat couvrira :

- (i) des appuis conseils à des collectivités locales pour la mise en œuvre du projet avec les divers opérateurs de mise en œuvre ;
- (ii) des appuis conseils à l'exercice des missions des représentants des ministères techniques concernés ;
- (iii) des études d'analyse de suivi-évaluation et d'enquêtes de performance de la mise en œuvre ;
- (v) un appui spécifique à la coordination et au monitoring des actions sur les zones d'intervention.

Le consultant assurera également le secrétariat du dispositif de pilotage, d'orientation et de suivi territorial de la présente action au niveau national et dans les régions d'intervention.

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention, (ii) expérience significative dans les domaines concernés, (iii) expérience significative dans les produits attendus et (iv) la capacité à coordonner et suivre les partenaires de l'action.

Cela concerne la mise en œuvre des activités prévues pour atteindre les produits P.1.1 Renforcement mécanismes de protection sociale, P.1.2 Intégration économique des plus vulnérables, P.2.1 Renforcement des structures de santé, P.2.2 Accompagnement des acteurs de la santé, P.2.3 Offre d'éducation et capacité d'accueil, P.2.4 Services d'accompagnement scolaire.

En cas d'échec des négociations avec les entités susmentionnées, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation :

1) Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte :

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour les activités à la section 4.4.1., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention, (ii) expérience significative dans les domaines concernés.

2) Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe :

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour les activités prévues à la section 4.4.3., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe selon les modalités suivantes.

a) Objet de la (des) subvention(s)

Une partie de cette action sera mise en œuvre au travers de contrats de subvention en gestion directe avec des entités, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

Cela concerne notamment une partie des activités liées aux produits P.1.1 Renforcement mécanismes de protection sociale, P.1.2 Inclusion économique des plus vulnérables, P.2.1 Renforcement des structures de santé, P.2.2 Accompagnement des acteurs de la santé, P.2.3 Offre d'éducation et capacité d'accueil, P.2.4 Services d'accompagnement scolaire et gouvernance scolaire.

b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales et/ou organisations internationales, disposant de références et d'expérience dans les thématiques des différents produits, en particulier dans les zones d'intervention.

(c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- Expérience et capacités opérationnelles / logistiques dans le pays, notamment dans les zones d'intervention (Centre, Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Boucle du Mouhoun, et Cascades) ;
- Expérience préalable avec les acteurs locaux : ONGs locales, OSC, services techniques déconcentrés, communes, etc ;
- Expérience significative dans la mise en oeuvre de subventions UE ou autre bailleur de même ordre de grandeur ;
- Expérience avérée dans les domaines concernés.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif général - Contribuer à renforcer la résilience des populations dont prioritairement les personnes en situation de	1 000 000

vulnérabilité (personnes déplacées internes, femmes, jeunes, personnes en situation de handicap etc.) des régions du Centre, du Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins, et des Cascades du Burkina Faso, zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou.	
<i>Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>1 000 000</i>
OS 1 - Protection sociale : l'accès à la protection sociale pour les populations les plus vulnérables est amélioré composé de	5 000 000
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	2 500 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution - cf. section 4.4.3	2 500 000
OS 2 - Accès aux services sociaux de base : l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation) pour les populations les plus vulnérables est renforcé composé de	18 900 000
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	3 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3	15 900 000
<i>Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>5 500 000</i>
<i>Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>1 000 000</i>
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	100 000
Totaux	25 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

Un *comité de pilotage, d'orientation et de suivi* sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action ainsi que celle prévues pour les actions « Renforcement de la résilience des villes secondaires par des infrastructures de base et appui à la protection de la forêt classée de la Comoé Léraba » et « Renforcement des chaînes de valeur ». Ce comité assurera le suivi global de l'intervention et proposera les orientations d'ordre stratégique du programme pour les diverses composantes. Il sera présidé par le Ministère en charge de l'Économie et des Finances et y participeront des représentants des différents ministères techniques concernés par les interventions (santé, éducation, , formation professionnelle, action humanitaire, administration territoriale etc) ainsi que des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

En outre quatre *comités d'orientation et de suivi territorial* seront organisés de façon semestrielle (pour l'ensemble des mêmes actions) dans les régions du Centre, Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins et Cascades pour assurer le suivi des activités dans lesdites régions. Ces comités seront présidés par les représentants de l'administration territoriale pour les zones concernées (les gouvernorats). Y participeront des représentants des autorités locales des régions et des communes concernées, des représentants des services techniques déconcentrés des ministères techniques concernés (santé, éducation, eau & assainissement, agriculture, environnement, formation professionnelle, action humanitaire, administration territoriale) avec des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

Des activités d'appui-conseil et suivi-évaluation, des études techniques et d'enquêtes de suivi-évaluation seront couvertes via une deuxième assistance technique à recruter sur la facilité de coopération technique. Ce contrat d'assistance technique comprendra un volet relatif au monitoring des actions de développement de mise en œuvre de ce programme ainsi que de l'appui technique à la coordination des actions de l'UE et ses États Membres présents dans le pays dans un approche Team Europe sur les territoires concernés. Il assurera la consolidation du rapport de synthèse de l'avancement du programme à partir des différents rapports de mise en œuvre.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux.

Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

L'assistance technique mise en place dans le cadre des actions du présent programme annuel consolidera les différents rapports des projets sur la zone d'intervention y compris les rapports des opérateurs du présent projet.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'efficacité et l'efficacité des dispositions mises en place afin d'en tirer des leçons apprises aux financements ultérieurs. Il sera évalué comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et à l'égalité de sexes. Pour cela, les ODDs de l'agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action genre (GAP III) seront privilégiés.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, décideront des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes)

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>		
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<p>Capital humain et services sociaux de base dans le corridor Abidjan- Ouagadougou»</p> <p>Tous les contrats de mise en oeuvre des composantes C1, et C2 feront l'objet d'un reporting agrégé à travers le contrat d'Assistance technique (et tous les contrats doivent rapporter périodiquement à l'AT).</p> <p>OS1 : Protection sociale (Montant indicatif 5 000 000 EUR)</p> <p>Groupe 1 : Subventions (gestion directe) - c.f. section 4.4.1. : 2 500 000 EUR</p> <p>Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution - c.f. section 4.4.3 : 2 500 000 EUR</p> <p>OS2 : Renforcement des services sociaux de base (montant indicatif 18 900 000 EUR)</p> <p>Subventions (gestion directe) - c.f. section 4.4.1.: 3000 000 EUR</p> <p>Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution - c.f. section 4.4.3.: 15 900 000 EUR</p> <p>Assistance technique</p> <p>Gestion directe– c.f. section 4.4.2. : 1 000 000 EUR</p>